

Le dicton:

Au royaume
des casseroles
trouées, les
entonnoirs sont
rois !

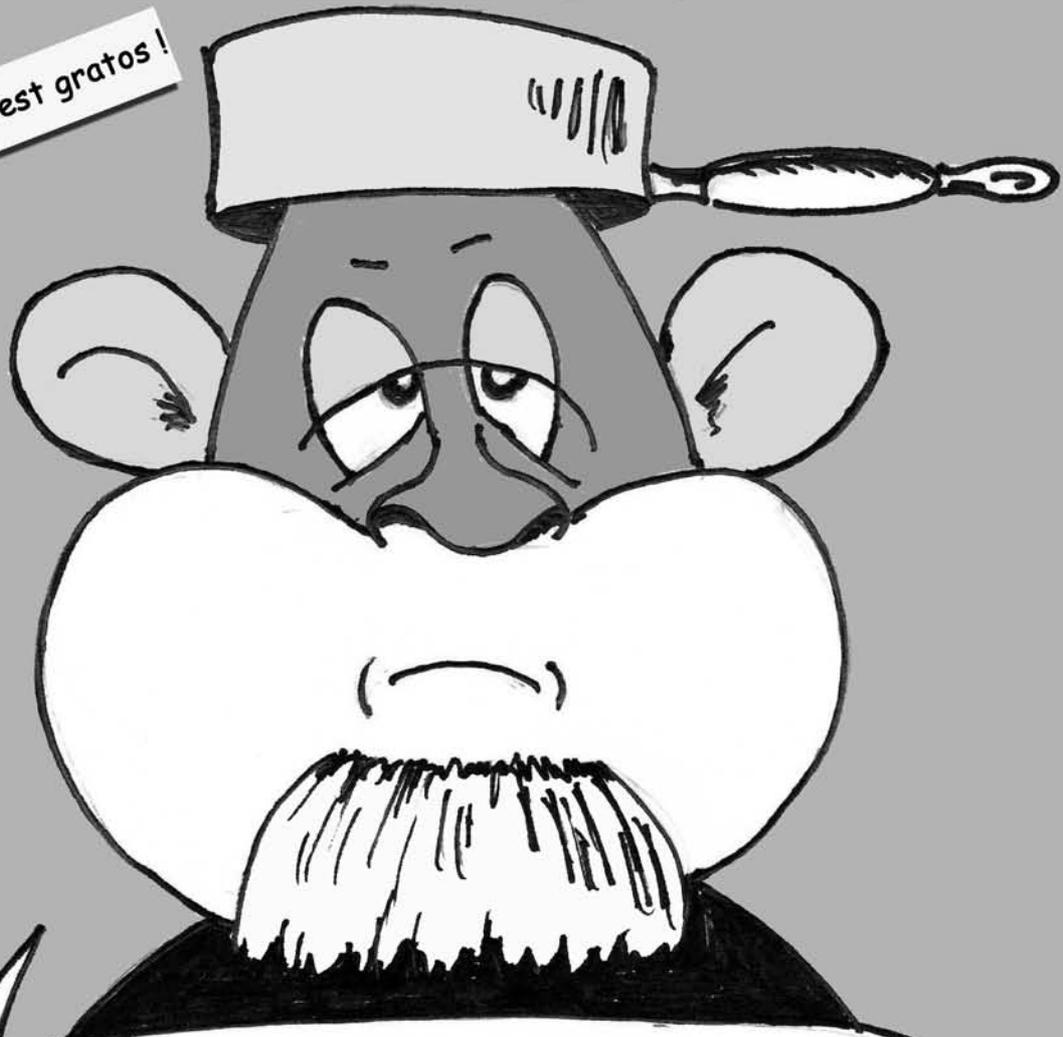


n°0
collector

Les trois singes

journal de l'association Reagir pour Beaucaire

ne le volez pas, il est gratos !



**On n'apprend pas
au vieux singe à faire
la grimace !**

sommaire:

page 2 : l'édito, page 3: le mot du président, page 4 et 5 et suivantes
le dossier sur l'eau, lutte à LINPAC, l'affaire POWEO on en est où ?
quelques brèves, un jeu concours, humeurs et humours

edito

L'actu c'est d'abord le projet POWEO qui fait le forcing pour s'implanter en zone industrielle histoire de donner une symétrie au soyeux panache blanc de l'usine TEMBEC. Pour une fois que l'on pourra dire que le Gard est au même niveau que les Bouches du Rhône... C'est aussi la fermeture probable à la fin de l'année de l'usine LINPAC de Tarascon avec 130 licenciements à la clé dont de nombreux Gardois. Vous allez me dire qu'est ce qu'on peut faire contre l'opacité de la gestion financière d'une multinationale qui ferme et ouvre des sites partout dans le monde comme bon lui semble ? Je vous répondrai qu'effectivement on ne peut pas faire grand-chose, mais ne pas dénoncer cette situation serait à mon sens être complice de ce genre de politique. Enfin l'actu c'est le rapport d'activités du délégataire du service de l'eau, à savoir VEOLIA qui nous apprend que lorsqu'il pompe 1000 litres d'eau dans la nappe phréatique, moins de 500 arrivent chez l'utilisateur. Tout ça pourquoi me direz vous, parce que VEOLIA ne répare pas les fuites ! Pour une compagnie des eaux c'est tout de même navrant. Ne me demandez pas qui paie la facture car ça, bien sûr, vous le savez déjà. Concernant cette actu brûlante et parfois dramatique, je vous renvoie aux articles de fond de ce numéro, rédigés par mes brillants camarades.

Brève

RPB (c'est Réagir Pour Beaucaire en style SMS) va solliciter la municipalité pour introduire des repas bio dans les cantines municipales. Afin de motiver les élus et la population, RPB va prochainement organiser la projection du documentaire « Nos enfants nous accuseront » suivi d'un débat avec Monsieur Chaulet, Conseiller général et Maire de Barjac. Ce documentaire, cofinancé par le Conseil Général du Gard, retrace la démarche de la commune de Barjac qui l'a conduite à passer ses cantines en bio.

Brève

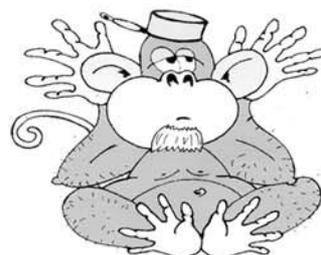
Cet été notre bonne ville de Beaucaire accueillait **Intervilles** jeu télévisé bien connu.

Cet automne, en novembre, le bon petit village de Comps, tout près de chez nous accueille le **Jeu des mille euros**, jeu radiophonique s'il en est, et d'une toute autre notoriété.

On a la culture qu'on a !

Brève

La municipalité a dépensé plus de 500 000€ cet été pour les activités taurines. Faites le compte, ça fait plus de 35€ par habitant. Essayez de deviner combien on finance de repas de cantine avec un tel budget. Enfin il paraît que le prestige taurin de Beaucaire n'a pas de prix alors...



Le (gros) mot du président



J'ai un gros problème existentiel, comment vaincre cette foutue angoisse de la page blanche ? C'est un moment historique, un premier édito, pour la première édition du journal de la première association de gauche de la première ville de la Région Languedoc en matière de rejet de monoxyde d'azote. Pour ceux qui n'avaient pas suivi, cette ville c'est Beaucaire. Donc, comme je le disais, j'ai un peu la pression et je me dis qu'à force de parler pour ne rien dire je vais bien finir par noircir ma page.

Tout d'abord savez vous ce qu'est **Réagir pour Beaucaire** (RPB pour les branchés) ? Une salle de fitness ? Un nouveau club taurin ? La réponse est non. Cherchez bien, je suis sûr que ce nom vous dit quelque chose. Un groupuscule d'auto-défense contre les invasions tarasconnaises ? Toujours pas. Une antenne locale du fan club de Michelle Torr ? Alors là, vous n'y êtes pas du tout. Je vais vous donner un indice : si je vous dis « Votez Georges Cornillon », ça vous rappelle quelque chose ? Bien entendu, les dernières municipales, la liste de gauche, le débat sur POWEO, le tandem André-Cellier pris dans une triangulaire etc. C'est bon, vous nous remettez ?

Eh bien figurez-vous que nous, les femmes et hommes issus de cette liste, venus de tous les horizons géographiques, Paris, province, Gard et même Beaucaire et de tous les courants politiques, sociaux, cocos, écolos,

tranquils etc., n'avions pas envie d'attendre 6 ans pour nous revoir. Oh, bien sûr nous aurions pu créer un comité du souvenir et organiser des réunions durant lesquelles nous nous serions remémorés les grands moments de la campagne 2008, ses intrigues, ses coups-bas, ses héros, tout en sirotant un « La belle Pierre » rosé bien frais avec en fond sonore le dernier album d'Adamo. Mais vraiment ce n'était pas l'esprit de ce collectif, riche de sa diversité et durablement soudé. Et puis nous avons trois élus à soutenir au Conseil Municipal et une nouvelle majorité à mettre sous observation afin d'éviter, autant que faire se peut, des dérapages opportunistes et clientélistes du type de ceux connus durant l'ère André-Cellier.

Enfin l'expérience de la campagne nous a montré que nos convictions profondes, nos valeurs de solidarité, de fraternité, d'écologie, qui caractérisent la gauche en général et plus spécifiquement celles de notre collectif, n'avaient pas suffisamment été entendues par les Beaucairois.

Si Beaucaire s'appelait Neuilly, le ghetto de riches préféré de notre cher président, où le taux de logement social est inférieur à 5%, on pourrait comprendre que les questions sociales et environnementales ne soient pas une préoccupation majeure de la population. Mais justement, Beaucaire n'est pas Neuilly. Nous avons donc abouti à la conclusion que si nous n'avons pas été entendus,

c'est parce que nous n'avons pas été compris. Le « prime » de TF1, les têtes de gondoles de Carrefour, et les 25 ans incompressibles de Jean Marie-André ont eu raison de la conscience politique de gauche de nombreux Beaucairois. Notre souci à ce jour est donc, au-delà de notre implication dans les conseils municipaux, de mener un travail de fond auprès de la population.

L'objectif de ce travail est la sensibilisation aux problématiques locales relevant de l'intérêt général sur lesquelles l'échelon politique communal peut encore avoir une influence. Cette sensibilisation implique aussi une mise en perspectives de ces problématiques avec les phénomènes globaux qui font malheureusement l'actualité nationale et internationale quotidienne. Ouvrir l'esprit et le cœur des beaucairois, tel est donc notre ambitieux projet.

Bon, maintenant que vous savez qui nous sommes vous avez peut-être, pour ceux qui ont tenu le coup jusque là sans zapper sur «La nouvelle Star» ou le championnat de football, envie de savoir quelle est notre lecture de l'actu beaucairoise. Alors ne bougez plus nous avons ce qu'il vous faut, à savoir le journal que vous avez entre les mains que nous souhaitons trimestriel si nos moyens nous le permettent. Si vous voulez du moderne et de l'interactif il y a aussi le site internet où vous pourrez faire des commentaires sur nos articles jusqu'au bout de la nuit. Si d'aventure vous

deveniez accro à notre ligne éditoriale croustillante et solidaire vous pourrez aussi nous transmettre votre adresse email via notre site internet afin de vous abonner à notre lettre d'information.

Enfin si par une nuit sans lune, alors que vous cherchez un raccourci que vous ne trouverez jamais, un spectre de lumière aux traits de Georges Comillon éblouissait vos yeux incrédules, surtout pas de panique, il s'agit juste d'un message vous informant que vous êtes prêt psychologiquement et spirituellement à adhérer à Réagir pour Beaucaire pour la modique somme de 10 € par an.

Avec tout ça je n'ai toujours pas parlé d'actu. Enfin ce qui me console c'est que j'ai fini mon édito, et oui j'ai droit à une page, et que je vais donc pouvoir aller me coucher. Ben oui je vous rappelle qu'à moins de bénéficier d'un emploi fictif, les activités politiques c'est en dehors des heures de travail.

Sur ce, bonne nuit à tous

Le Président



<http://reagirbeaucaire.free.fr>
Réagir pour Beaucaire

chez VEOLIA ça fuit comme un panier !

Petit historique

Le premier réseau d'eau potable à Beaucaire date de 1912 puis a été complété en 1929. Jusqu'à la fin des années 50, aucun travail d'envergure n'a été entrepris. Le réseau de canalisations dépassait à peine 3 km, le seul réservoir de 500 m³ (situé à proximité de l'actuel LEP Paul Langevin) alimentait quelques rues du centre ancien, la rue de Nîmes et le rez-de-chaussée de maisons de la rue de la République. La capacité de production restait insuffisante. «L'eau de la ville», eau du canal d'irrigation et donc impropre à la consommation, apportait le complément nécessaire à la population. Il fallut attendre 1959 pour que l'adduction d'eau devienne «la priorité des priorités» de la nouvelle municipalité. En juin 1964, la nouvelle station de pompage fut mise en service après la construction d'un nouveau réservoir de 1000 m³, de 10 km de canalisations posées et de l'ouverture d'un nouveau puits de captage au lieu-dit «les 5 platanes». L'effort fut poursuivi au cours du second mandat de la majorité Boyer par la construction d'un nouveau réservoir et l'extension du réseau qui atteignait en 1971 plus de 20 km.

En 1974 la nouvelle équipe, toujours dirigée par José Boyer, accorda sa confiance à la CGE (maintenant Veolia) pour la gestion du service de l'eau potable. Des problèmes liés à la gestion du personnel et la complexité croissante du réseau nécessitant davantage de compétences motivèrent sa décision. Cependant on peut affirmer que le réseau confié aux bons soins de cette entreprise était en parfait état

... et revoilà les
casseroles trouées ...



Qu'il semble naturel et évident aujourd'hui de disposer de ce bien souvent qualifié «d'or bleu» dans nos logements ! Imagine-t-on de nos jours vivre sans elle comme c'est le cas pour près de 1,1 milliards de personnes dans le monde ? Pourtant ce patrimoine universel, bien commun des peuples, et source de vie -l'eau potable- est plus que jamais en péril. Réchauffement climatique, pollutions, rupture naturelle du cycle de l'eau sont autant de menaces qui doivent nous conduire à être de plus en plus vigilants sur l'utilisation que nous faisons de l'eau potable. L'heure est à l'économie des ressources naturelles, de l'eau potable en particulier.

Oui mais pas à Beaucaire ! En effet la lecture des rapports annuels du délégataire pour le service de l'eau potable 2006 et 2007 est particulièrement accablante pour Veolia, entreprise qui a pourtant en charge la gestion de ce service depuis 1974.

Parmi les indicateurs les plus inquiétants figurent :

- Le taux de rendement du réseau qui dépasse péniblement les 50 %. Cela revient à dire que près de la moitié de l'eau pompée et traitée est perdue dans les canalisations.

- Le nombre de fuites réparées sur l'ensemble du réseau qui dépasse 85 km actuellement (9 fuites réparées en 2006, 8 en 2007) est anormalement faible en regard des pertes enregistrées. Cela signifie que Veolia ne recherche pas les fuites existantes dont le coût est supporté par les usagers du service public, alors que le contrat d'affermage lui en fait obligation.

Mais que fait Veolia depuis plus de 30 ans ? Elle relève les compteurs, facture l'eau consommée et entretient les canalisations.

Personne ne peut contester la ponctualité des factures. Pour ce qui est des compteurs relevés, nous sommes de plus en plus invités à le faire nous-mêmes en renvoyant une carte dûment affranchie. Quant à l'entretien des canalisations, il est permis de douter de l'efficacité de cette entreprise puisque les chiffres précédemment cités montrent un réseau d'adduction d'eau en piteux état, un délégataire qui ne satisfait pas à ses obligations contractuelles et laisse se dégrader la situation. L'utilisateur ne paie-t-il pas deux fois la prestation d'entretien ? Une première fois au

délégataire qui ne l'exécute pas et une seconde fois à la commune au titre du renouvellement.

Par renouvellement il faut comprendre le remplacement des canalisations à la charge de la collectivité (et donc de l'utilisateur). En réalité, le rapport révèle une gestion du réseau de canalisations par Veolia gravement défailante. Si la municipalité ne réagit pas, il en résultera un coût supplémentaire très important pour les usagers.

Que valent alors les campagnes de sensibilisation des consommateurs qui « sont incités à un usage responsable de l'eau » ? L'économie d'eau réalisée par l'ensemble des citoyens qui ferment le robinet pendant qu'ils se lavent les dents n'est-elle pas dérisoire comparée à la quantité d'eau perdue dans le réseau de Beaucaire (880 000 m³ en 2007 !) ?

Nous sommes une fois de plus confrontés à une gestion productiviste d'un service public où la recherche du profit prend le pas sur les besoins humains. Dans ces conditions, il nous apparaît urgent que la majorité municipale entre en relation avec des dirigeants de Veolia afin de redéfinir les missions du délégataire dont le contrat a été renouvelé en 2007 par l'ancienne majorité. D'autant plus urgent qu'une extension du réseau d'eau potable à la plaine est prévue... Peut-être faut-il aussi s'interroger sur l'opportunité,

face aux carences avérées de Veolia, d'engager une procédure de déchéance, ou tout au moins d'obtenir une renégociation à la baisse des tarifs parfaitement injustifiés. Rappelons quand même que le prix de l'eau a triplé entre 1992 et 2002 atteignant à cette date 2,60 € le m³ alors que la moyenne pour le Gard à la même époque ne dépassait pas 2,37 €. Renégocier à la baisse le prix de l'eau de 50% ne relève pas de l'utopie, prenons pour exemples des agglomérations importantes comme celle du Grand Lyon qui ont obtenu des réductions substantielles sur les factures d'eau.

Il convient de rappeler par ailleurs que nos investigations ne se sont portées à ce jour que sur la délégation du service public d'eau potable. Or sa facturation contribue à moins de 50% du prix du m³. Le reste est en effet imputable au service public d'assainissement collectif, collecte et traitement, lui aussi délégué à Véolia. Nous vous tiendrons donc informés dans les mois à venir, avec le plus d'objectivité possible, de la situation technico-économique de ce service. En se basant dès à présent sur la fréquence des rejets hors normes de la station d'épuration et sur celle des dysfonctionnements des postes de relèvement du réseau, il y a malheureusement fort à parier que nous aboutissions à un constat analogue.

A la bonne vôtre !

Délocalisations ...
fermetures ...
chômage et précarité ...
c'est quand le bonheur ?



Rencontre avec les salariés de **LINPAC** Tarascon

Petit historique

L'entreprise britannique **LINPAC PLASTICS**, à gestion familiale, a été rachetée en 2003 par un fonds de pension anglo-saxon, **MONTAGU**, détenteur, entre autres, de **PICARD** (surgelés), **Bilto** (journal hippique), etc. . Ce rachat (500 millions de livres sterling soit environ **700 millions d'euros**) s'est fait dans le cadre d'une **LBO** (Leverage Buy Out), pratique de plus en plus développée (4,5 milliards d'euros d'achats par ce biais, en France en 2002), légale bien que s'apparentant à la razzia flibustière ! Il s'agit d'acheter à crédit, avec très peu de mise personnelle : la dette est ensuite remboursée avec les profits de l'entreprise achetée...et de sa revente la plus rapide possible ; il

faut ajouter que les frais financiers liés à la dette sont déduits du bénéfice imposable de la société rachetée (autrement dit, le plus souvent, les fonds en question ne paient pas d'impôts !). L'un des premiers à avoir tenté une opération qui y ressemble s'appelle Bernard Tapie (achat à crédit d'Adidas) ! La structure de ces sociétés est très enchevêtrée et opaque : les expertises comptables ont du mal à y voir clair !

Les Fonds de Pension, qui prospèrent dans les pays où n'existe pas le principe de retraite par répartition (et donc de solidarité entre les cotisants et entre les générations) n'ont pas pour philosophie d'investir dans les entreprises achetées, mais d'y faire le plus de profits

possible le plus vite possible, pour racheter ailleurs et servir les retraites de leurs souscripteurs. L'achat par LBO aggrave encore cette rapacité financière : **LINPAC** est donc victime d'une double peine (fonds de pension+achat par LBO) ! C'est ce type de pratiques, privilégiant les opérations financières au détriment des investissements productifs, qui est l'une des causes de la crise mondiale actuelle. Notons que, dans ce contexte, des salariés qui ont épargné toute leur vie pour investir dans ces fonds de pension, peuvent se retrouver ruinés et privés de retraite ! (cf l'affaire **ENRON** aux USA, il y a quelques années).

A Tarascon, l'usine produit des emballages alimentaires en plastique (surtout pour les fast-food et la grande distribution) ; elle est liée à une autre usine, à Pontivy, qui produit des films plastiques étirables (pour couvrir les barquettes) et à un centre de distribution . Le groupe possède des sites à travers toute l'Europe (Grande Bretagne, Espagne, Pays de l'Est) et des ateliers assurant la fabrication d'autres produits, en France même (Allibert : articles sanitaires). **A son rachat, il y avait 240 salariés.**

Mc DO, l'écolo ?!!!

Mais, à partir de **2004**, **Mc Do**, qui veut se donner une image écolo (!) souhaite des emballages plus facilement recyclables ; **aucun investissement** n'est fait : le marché Mc Do (50% du chiffre) est progressivement perdu et **52 licenciements** sont prononcés. En 2005, la direction recherche des économies, allège le poids des barquettes (moins de matière première) et augmente les cadences.

A cela s'ajoutent les pratiques très contestables de la grande distribution qui a recours auprès de ses fournisseurs aux enchères inversées sur internet : on part d'un prix maximum et les enchères consistent à baisser de plus en plus ce prix ! Les fournisseurs, vendant parfois à perte, se rattrapent sur l'augmentation des cadences et le blocage des salaires.

Les salariés dénoncent les problèmes de gestion, l'absence de stratégie claire : emblématique, le « turn-over » des cadres dirigeants ; ainsi, au cours de la dernière année (2007/2008), 4 directions se sont succédées ! Cela conduit à des retards, qui se traduisent par des pénalités à payer aux clients, à la difficulté de développer l'informatisation du site, et donc à des surcoûts.....**32 nouveaux licenciements**

en décembre 2007, ponctuent ces incohérences. En contrepartie, promesse est faite de fermer de petits dépôts pour faire de Tarascon un Centre National de Distribution : nouvel échec ! Quand on veut noyer son chien...

**tu veux noyer ton chien,
tu dis qu'il a la rage !!!**

En **Avril 2008**, le Comité d'Entreprise choisit un expert pour examiner les comptes 2007 mais il se heurte à de multiples difficultés pour se faire remettre les documents nécessaires Ce qui apparaît de plus en plus

clairement, c'est que le groupe LINPAC Europe serait à vendre, en élaguant les sites les moins rentables (dont Tarascon) pour rendre le « produit » plus attractif ! Les 28 millions d'euros du marché français seraient redistribués sur les sites anglais, espagnol ou polonais.

Un second expert sollicité par le C.E. travaille sur des contre-propositions industrielles, avec, par exemple, une spécialisation sur un produit original mais le temps presse : la direction annonce (évidemment pendant les congés, le 31 juillet !) la fermeture et 130 licenciements pour fin décembre de cette année ! Au Tribunal de Commerce, les dirigeants ont évoqué **5 millions d'euros** de garantie pour les reclassements mais la formation permanente de la main d'œuvre la moins qualifiée (soit 70% du personnel) a été sacrifiée au cours des dernières années, c'est pourquoi les syndicats réclament –au cas où le pire, la fermeture, interviendrait- **15 millions d'euros** qui permettraient la prise en compte de la formation.

Résister avec ceux de LINPAC et inventer du neuf !

La résistance des salariés de LINPAC s'est d'abord exprimée par des cadences ralenties de moitié puis la grève ; mais le découragement gagne et il y a des dégâts psychologiques, d'autant que la crise mondiale pousse au renoncement . Les 130 souhaitent que leur situation soit beaucoup plus médiatisée, que le Rhône ne soit plus une frontière, que les syndicats et les militants des deux rives les soutiennent et organisent, pourquoi pas, une réunion publique de grande ampleur sur l'emploi et la popularisation des solutions alternatives pour sauver le site de Tarascon. Ils sont les victimes emblématiques d'un capitalisme financier et spéculatif qui « nationalise » les pertes (les citoyens paient de leurs deniers et les salariés de leur emploi !) mais continue à privatiser les profits pour une infime minorité ! 10,5 milliards d'euros distribués aux banques françaises, 360 milliards de garanties fournis par monsieur le Président aux requins de la Finance, ceux-là même qui veulent dévorer LINPAC et ses salariés ! Est ce donc cela la « nouvelle morale » prêchée par Sarkozy ? Il appartient aux citoyens, d'ici et d'ailleurs, d'imposer de nouvelles règles pour que, enfin, il ne pleuve plus toujours où c'est mouillé...



L'AFFAIRE POWEO :
DE NOTRE ENVOYÉ
SPÉCIAL DANS LA PLAINE

POWEO ?

il est passé par ici, il repassera par là...



il court, il court, le projet ...(air connu).

En Terre d'Argence, depuis le mois de mars et les élections municipales et cantonales qui ont vu la défaite de 4 conseils municipaux et du conseiller général sortants, tous partisans de l'implantation de la centrale à gaz POWEO, un grand silence plane. Les nouveaux élus, opposants de longue date ou convertis récents, semblent tenir pour acquis que l'essentiel a été fait, que le pire a été écarté, que tout se serait réglé dans les urnes. Les promoteurs du projet restent muets, comme saisis de respect devant le verdict populaire ; les fonds de pension, les actionnaires renonçant aux profits espérés, touchés par la grâce environnementale !.

Dormez, braves gens ! Ou circulez, y'a plus rien à voir !

Sauf qu'à y regarder de près, les eaux dormantes sont beaucoup plus troubles qu'il n'y paraît. Si l'opposition au projet a marqué des points, c'est en divulguant les faits et les chiffres, en argumentant, en agissant au grand jour, en organisant des réunions, en animant des débats, bref en faisant œuvre civique. Voilà pourquoi Poweo (émanation française d'un fonds de pension autrichien qui n'a rien à faire des besoins réels du pays en matière d'électricité) préfère désormais esquiver, faire le mort, jouer discret : la confrontation publique le rend vulnérable. D'autant que si le site de Saint Paul Valor, sur la Costières,

paraît désormais compromis pour les pollueurs, il ne leur est pas encore totalement inaccessible : le permis de construire délivré par le préfet est toujours valide et si la commune de Beaucaire a retiré du périmètre menacé les parcelles qu'elle possède, quelques hectares appartenant à des particuliers restent disponibles.

Mais le risque majeur est ailleurs, le marchand de gaz a d'autres atouts : il semble prêt à monnayer un retour vers la zone industrielle de Beaucaire, à faire le forcing auprès des pouvoirs publics pour l'obtenir. Les Beaucairois qui auraient eu la tentation de s'endormir sur un premier succès risquent de connaître un réveil

difficile ! Poweo a trop dépensé pour lâcher le morceau : il veut cette implantation, qui sera aussi **nocive**, où qu'elle se fasse !

Des risques sanitaires et environnementaux majeurs !

Au moment où il est demandé aux citoyens de faire un effort, y compris financier, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, cette usine qui tournera à plein régime 333 jours par an (et pas seulement pendant les pics de consommation, comme le font les centrales thermiques d'EDF), produira à elle seule **2 fois plus de CO2** (gaz à effet de serre) qu'Aramon et Calcia réunis (à elle seule 2,4 millions de tonnes de CO2 soit 2% de l'ensemble des émissions de l'industrie française).

Pour ceux qui considèrent que le réchauffement climatique ne les concerne pas, qu'ils méditent simplement, pour eux-mêmes ou **la santé** de leurs enfants, surtout s'ils souffrent d'**asthme**, d'insuffisance respiratoire, de **bronchiolites**, que nos généreux bienfaiteurs déverseront annuellement dans nos poumons 1430 tonnes d'**Oxyde d'Azote**, **une substance très irritante pour les poumons**, suspectée de toxicité sur le système cardio-vasculaire, responsable des pluies acides qui détruisent les forêts de résineux. Ce délicieux

cocktail s'ajoutera aux presque 3.000 tonnes déjà rejetées par Aramon, Tembec et Calcia. Parmi les autres joyeusetés promises, il y a aussi l'**ozone** et d'importantes quantités de **Monoxyde de Carbone** (ce gaz qui tue quand les poêles sont défectueux).

En termes de poisons, la zone de Beaucaire, à elle seule, recevra plus qu'il n'est admissible pour la totalité de la Région Languedoc Roussillon, si l'on en croit les autorités sanitaires ! Beaucairois, n'oubliez pas de recharger vos cartes VITALE !

Un non-sens économique, une insulte à l'avenir !

Le risque est d'autant plus pressant que tous les arguments vont être utilisés : au moment où 130 emplois sont menacés (dont de nombreux beaucairois), à Linpac Tarascon, où l'économie mondiale paraît vaciller, la tentation du chantage à l'emploi, aux ressources fiscales, sera forte. Cela souligne, d'une part, la nécessité d'être aux côtés des salariés inquiets ou en lutte pour leur emploi, de façon à repousser ce moyen de pression. D'autre part, Il convient de rappeler que le nombre d'emplois durables (et hautement qualifiés) sur le site, sera faible ; que la construction

de l'usine sera assurée, pour l'essentiel, par des équipes spécialisées, venues d'ailleurs, appartenant aux géants industriels Siemens et Westinghouse ; que la production ne durera pas plus de 20 à 25 ans... Si tant est qu'elle dure aussi longtemps, car qui peut prédire à quels sommets de prix se hisseront pétrole et gaz naturel dans 5 ou 10 ans ? Ce qui risque fort de condamner très vite un tel équipement, avec son cortège de dégâts humains, de gâchis financiers, d'atteintes à l'environnement. Qui peut prédire aussi où en seront les réserves de cette énergie non renouvelable, qui se raréfie et dont il conviendrait de limiter l'utilisation aux seuls emplois pour lesquels elle est vraiment irremplaçable (industrie pharmaceutique, par exemple) ? Spéculer sur une ressource en voie de disparition est un non-sens économique et environnemental, un crime contre les générations futures pour lesquelles nous n'aurons pas voulu préparer des solutions ! Il est de notre devoir de développer une économie respectueuse des Hommes, des ressources et des territoires.

Tel élu qui, hier, clamait haut et fort, campagne électorale oblige, que la santé humaine n'a pas de prix et ne se négocie pas, se doit aujourd'hui, à l'heure des choix, de mettre en pratique cette noble et généreuse profession de foi ! Il peut compter sur nous pour l'y aider car, les Beaucairoises et les Beaucairois le savent, sur ce point, nous, nous n'avons pas varié, nous ne varierons jamais !

POWEO, ni ici, ni ailleurs !

Dernière minute :

M. Bourbousson, votre ami Sarko dit «talonnéto» a décidé d'exonérer de taxe professionnelle les entreprises qui vont investir (la crise, encore la crise..). Cela devrait concerner POWEO. Voilà, M. le Maire, un argument de poids, pour l'installation de cette verrue, qui tombe !

Brève

RPB va prochainement solliciter la municipalité afin qu'elle prenne un arrêté pour interdire la culture d'OGM sur son territoire.

Il n'y a pas qu' Beaucaire ..!

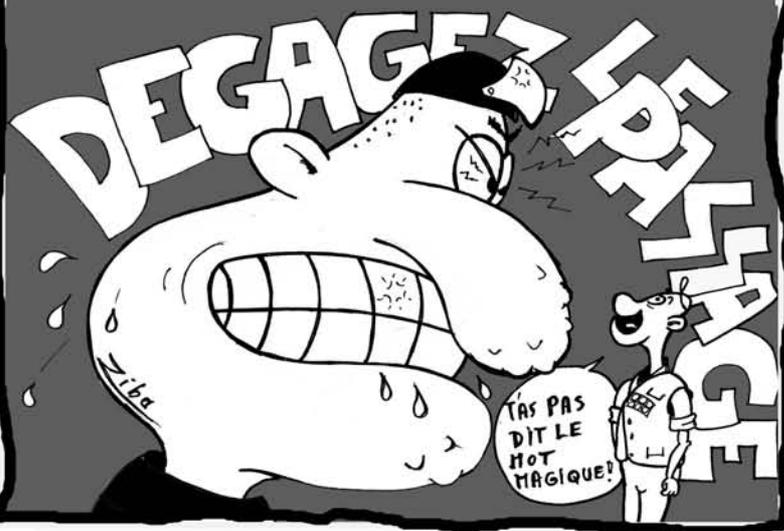
Les policiers, quels rigolos ...

AAAAAH!!...
TASER?
ELLE BAT LE
BEUR!



... toujours prêts à faire des blagues !!

LINPAC : la direction
fait appel aux C.R.S

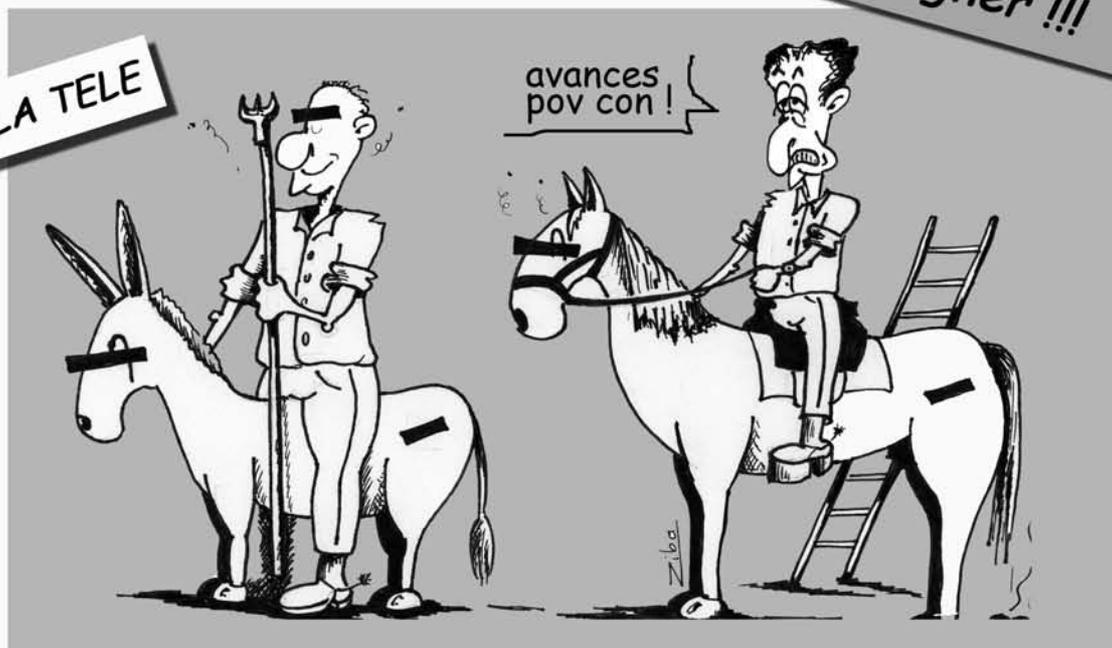


humour, humour, humour, humour, humour

Grand jeu concours:
Talonnetto en Camargue !

Une ROLEX
à gagner !!!

VU A LA TELE



Notre ami Sarko promène en camargue, devines quelle manade le reçoit, et quel gardian l'accompagne.

Réponds vite sur le forum de « reagirbeaucaire.free.fr »

Beucaire battue sur le fil !

C'était la pierre angulaire de notre programme économique lors de la campagne des élections municipales : **la création d'un port à sec en zone industrielle**, le port de Barcelone étant à la recherche de ce relais logistique en Languedoc.

Midi Libre du 12 octobre 2008 nous apprend que la ville de Béziers vient de décrocher le port sec de Barcelone : 150 000m² de bâtiments, 50 ha, 1000 à 1500 emplois à la clef.

Pourtant, si elle a des atouts (jonction des autoroutes A9 et A75) Béziers n'a pas d'accès à la mer ou bien à un grand fleuve contrairement à Beaucaire.

Après Interville cet été et la victoire d'Agde, c'est la deuxième fois que Beaucaire se fait « béziers » par les Héraultais.



humeurs. humeurs. humeurs. humeurs ...

C'est scandaleux !

L'Agence **nationale** pour l'emploi change encore de logo. C'est la troisième fois depuis sa création, si ma mémoire est bonne, et cela va encore coûter aux contribuables (agence nationale oblige) un maximum, 500 000€ pour ce coup-ci. Remarque : on peut peut-être lui accorder ça, vu les services rendus !!!! Combien de chômeurs indemnisés avec une telle somme ? Pourquoi ne pas organiser un concours auprès des chômeurs eux-mêmes plutôt que de passer par des agences de publicité copines et toutes aussi gourmandes. Après tout, cet argent leur revient. L'heureux gagnant deviendrait riche d'un coup, ça ferait un chômeur de moins, et ce serait excellent pour les statistiques de Sarko. Bref, si vous cherchez un emploi comme trop de gens actuellement, adressez-vous plutôt à ces agences de travail temporaire, qui comme on le sait, ont depuis longtemps brûlé la politesse à l'ANPE.

Et dire qu'avant la création de ces dites agences, faire travailler des gens et encaisser les bénéfices s'appelait du proxénétisme !!



Chomeur !! tu peux toucher 500 000 euros

Brève

La municipalité veut réviser le Plan Local d'Urbanisme pour urbaniser des secteurs en zone inondable et en zone agricole. Intérêt général de la démarche, aucun. Il faudra créer des routes, des réseaux, des écoles et gérer les sinistrés pendant les inondations. Intérêt particulier, bien sur, pour les propriétaires des terrains. Si vous les connaissez , merci de vous connecter au site délation.com. Au fait, pendant ce temps des centaines de logement sont vacants en centre ville.

Les trois singes

Publication trimestrielle de l'association Réagir pour Beaucaire
Directeur de la publication Francis Foussard
Ont participé à la rédaction:
Christiane Rott
Gérard Abizanda
Claude Dubois
Francis Foussard
Stéphane Linossier
Jean François Milesi
Composition Réagir pour Beaucaire
Imprimé par ESQUALIS
ISSN en cours



Contacts:

Association Réagir pour Beaucaire
61 Rue nationale 30300 Beaucaire
ou par courrier électronique(mail)
reagirbeaucaire@free.fr

Découpez ici

Bulletin d'adhésion et de soutien

je désire adhérer à l'association « Réagir pour Beaucaire »

Nom.....

Prénom.....

Adresse postale.....

Adresse mail

Carte membre actif : **10 euros**

Carte membre bienfaiteur : **10 euros et plus**

Je ne désire pas adhérer mais vous adresse un don de :.....

Chèque libellé à l'ordre de « association Réagir pour Beaucaire » et à expédier à « association Réagir pour Beaucaire 61 Rue nationale 30300 Beaucaire »